



**Secrétariat général**

**Direction générale  
des ressources  
humaines**

**Service des  
politiques sociales  
et des personnels  
ingénieurs,  
administratifs,  
techniques,  
pédagogique,  
sociaux et de santé  
et des bibliothèques  
Sous-direction des  
politiques sociales**

**Département de  
l'action sociale et  
de la protection  
sociale  
DGRH C1-3**

**Service de l'action  
administrative  
et des moyens**

**Sous-direction des  
achats**

**Bureau de la  
stratégie et de  
l'ingénierie  
des achats  
SAAM B1**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(CCTP)**

**Procédure : MEN-SG-PAN-25001**

**Objet : Prestations de mise en œuvre du contrat collectif à  
adhésion facultative de protection sociale complémentaire  
de prévoyance à destination des agents du ministère de  
l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la  
recherche, du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie  
associative et des entités publiques adhérant au groupement  
de commandes.**

## SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHE .....	6
2.	PRESENTATION DES MINISTERES .....	6
2.1.	PRESENTATION DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE (MENESR).....	6
2.2.	PRESENTATION DU MINISTERE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE (MSJVA) .....	10
3.	PRESENTATION DU NOUVEAU DISPOSITIF DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE EN PREVOYANCE A CARACTERE COLLECTIF ET A ADHESION FACULTATIVE .....	11
4.	BENEFICIAIRES .....	11
5.	PRISE D'EFFET ET CESSATION DES GARANTIES .....	11
5.1.	PRISE D'EFFET .....	11
5.2.	FORMALITES D'ADHESION .....	12
5.3.	CESSATION DES GARANTIES.....	12
5.4.	RESILIATION A L'INITIATIVE DES BENEFICIAIRES .....	12
6.	NIVEAU DES PRESTATIONS .....	13
6.1.	SOCLE INTERMINISTERIEL .....	13
6.2.	DISPOSITIF ADDITIONNEL (OPTION – ARTICLE 8 DU DECRET).....	15
7.	ACTIONS DE PREVENTION ET D'ACCOMPAGNEMENT .....	15
8.	IMPLANTATIONS SUR LE TERRITOIRE .....	15
9.	COTISATIONS.....	15
9.1.	SOCLE INTERMINISTERIEL .....	16
9.2.	DISPOSITIF ADDITIONNEL (OPTION) .....	16
9.3.	EVOLUTION TARIFAIRE .....	16
9.4.	FRAIS ET CHARGEMENTS DE GESTION.....	17
10.	PARTICIPATION AUX BENEFICES .....	17
11.	MAINTIEN DES GARANTIES .....	17
11.1.	AU TITRE DE L'INCAPACITE ET DE L'INVALIDITE.....	17
11.2.	EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL .....	18
12.	REVALORISATION ANNUELLE DES PRESTATIONS .....	18
13.	DIFFERENTES PHASES DU MARCHE .....	18
13.1.	INITIALISATION – LANCEMENT DU MARCHE.....	18
13.2.	DEPLOIEMENT DU NOUVEAU REGIME .....	19
13.3.	VIE DU CONTRAT .....	19
13.4.	TRANSFERT DES DONNEES, REVERSIBILITE EN FIN DE CONTRAT .....	19
14.	MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE DU REGIME .....	19
14.1.	GESTION DES ADHESIONS .....	20
14.2.	GESTION DES COTISATIONS.....	20
14.3.	GESTION DES PRESTATIONS.....	21
14.4.	SERVICES AUX ASSURES.....	21
14.5.	PLAN DE COMMUNICATION .....	23
15.	PILOTAGE DU REGIME .....	24
15.1.	ACTEURS .....	24
15.2.	SUIVI DE LA QUALITE DE LA GESTION .....	25
15.3.	SUIVI DU REGIME ET COMITOLOGIE .....	26
16.	OBLIGATIONS DE L'ORGANISME EN MATIERE DE SUIVI.....	27
17.	LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	28

Annexes	Intitulés
1	Cadre de réponse technique (transmis aux candidats ayant signé la déclaration de confidentialité)
2	Données démographiques et salariales (transmis aux candidats ayant signé la déclaration de confidentialité)
3	Socle interministériel et garanties optionnelles
4	Statistiques décès et arrêts de travail (transmis aux candidats ayant signé la déclaration de confidentialité)
5	Circuit paye
6	Organisation du projet d'intégration relatif aux systèmes d'informations

## Préambule

Un accord interministériel relatif à l'amélioration des garanties en prévoyance (incapacité de travail, invalidité, décès) dans la fonction publique de l'Etat a été conclu le 20 octobre 2023. L'accord ministériel du 8 avril 2024 concernant la protection sociale complémentaire au MENJ, au MESR et au MSJOP ainsi que le décret n°2024-678 du 4 juillet 2024 relatif à la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique de l'Etat le déclinent.

Ces textes complètent le cadre défini par l'accord en santé signé le 26 février 2022 en assurant une couverture globale des agents, qui combine garanties mises en œuvre par l'employeur et garanties mises en œuvre dans le cadre de la protection sociale complémentaire.

Les garanties en prévoyance s'articulent autour de trois niveaux :

- des garanties statutaires dites « employeur », dont la charge est intégralement financée par l'Etat (ou par la sécurité sociale pour les agents contractuels). Ces garanties statutaires sont pour certaines d'entre elles transposées par décrets en Conseil d'Etat et certaines autres nécessiteront encore des textes législatifs et des décrets en Conseil d'Etat ;
- des garanties interministérielles complémentaires, dont la charge financière est assumée par les agents et par une participation financière des employeurs publics ;
- des garanties additionnelles à la charge exclusive de l'agent qui y souscrit, également dénommées garanties optionnelles.

Le nouveau dispositif succédera au mécanisme de « référencement » proposé aux agents publics et assimilés dans la fonction publique d'Etat. La passation d'un contrat de couverture complémentaire en prévoyance est donc applicable à partir de l'échéance des conventions de référencement actuelles, conclues avec trois organismes complémentaires.

Les employeurs publics chargés de souscrire le contrat collectif à adhésion facultative de protection sociale complémentaire en prévoyance, au titre de la présente consultation, sont :

- le ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
  - le ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative,
- désignés ci-après « les ministères »,
- les établissements publics autonomes (EPA, EPIC) et établissements publics locaux d'enseignement relevant de la tutelle des trois ministères, ainsi que les autorités publiques indépendantes figurant à l'annexe 1 du CCAP, associés au présent marché par le biais d'un groupement de commandes et désignés ci-après : « les autres entités publiques ».

Les ministères et les autres entités publiques se sont regroupés afin de mettre en place un dispositif commun de prise en charge de la prévoyance de leurs agents (ci-après : le Dispositif) selon une procédure unique.

Le périmètre ainsi défini pourra s'étendre aux nouvelles entités publiques qui rejoindraient le Dispositif ou qui dépendraient ultérieurement de l'un des ministères. Ce périmètre peut également être modifié suite au retrait ou à l'exclusion d'une autre entité publique.

Le contrat est souscrit par les ministères et pour le compte des autres entités publiques auprès d'un Organisme relevant de l'une ou l'autre des catégories suivantes :

- 1° Mutuelles ou unions relevant du livre II du code de la mutualité,
- 2° Institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale,
- 3° Entreprises d'assurance mentionnées à l'article L. 310-2 du code des assurances.

Le titulaire du contrat est désigné ci-après : l'Organisme ou le titulaire.

## **1. OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet des prestations de mise en œuvre du contrat collectif à adhésion facultative de protection sociale complémentaire de prévoyance à destination des agents du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative et des entités publiques adhérant au groupement de commandes.

Le Dispositif propose le socle interministériel à adhésion facultative pour l'ensemble des agents, complété par des garanties optionnelles. Les garanties sont précisées à l'annexe 3 du présent CCTP.

## **2. PRESENTATION DES MINISTERES**

### **2.1. PRESENTATION DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE (MENESR)**

#### **Le Ministère chargé de l'éducation nationale :**

Le ministère de l'Education nationale prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement en faveur de l'accès de chacun aux savoirs et au service public de l'éducation, dans l'objectif d'élever le niveau de formation de tous les élèves, d'améliorer la formation des professeurs et de permettre l'épanouissement de tous les élèves.

Il veille, conjointement avec les autres ministères intéressés, au développement de l'éducation artistique, culturelle et sportive des enfants et des jeunes adultes tout au long de leurs cycles de formation.

Il prépare et met en œuvre, conjointement avec le ministère des Armées et en lien avec les autres ministères intéressés, la politique du Gouvernement en matière de service national universel.

Il contribue à la définition et à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'égalité des chances et de lutte contre les discriminations.

Il participe, conjointement avec les autres ministères intéressés, à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en faveur du développement et de la diffusion des usages du numérique dans la société et l'économie.

L'organisation du ministère est déconcentrée.

L'administration du ministère est présente dans chaque région et dans chaque département : ce sont les services déconcentrés du ministère. Son organisation s'articule autour de 18 régions académiques, 30 académies et 97 directions des services départementaux. Les collectivités d'Outre-mer disposent d'un vice-rectorat.

La région académique constitue l'échelon de mise en cohérence des politiques éducatives régionales, en particulier pour les questions requérant une coordination avec la région ou le préfet de région. Dans chaque région académique, un recteur de région académique est nommé. Dans les régions académiques qui comprennent plusieurs académies, le recteur de région académique est nommé parmi les recteurs d'académie.

L'académie est la circonscription administrative de référence de l'éducation nationale. Le rectorat est la direction des services de l'Education nationale à l'échelon de l'académie. Il met en œuvre dans l'académie la politique éducative définie au niveau national. Il a autorité sur le premier degré (écoles maternelles et élémentaires) et le second degré (collèges et lycées). Chancelier des Universités, le recteur est aussi chargé de l'harmonisation et du suivi des établissements d'enseignement supérieur.

À l'échelon départemental, les services de l'Éducation nationale sont rassemblés au sein de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale. Ces directions sont chargées de la mise en œuvre de l'action éducatrice.

Ces structures, à l'échelon académique et départemental, assurent la gestion des personnels et des établissements dans le cadre de l'application de la stratégie académique.

L'inspecteur d'académie - directeur académique des services de l'Éducation nationale est l'un des adjoints du recteur d'académie et son représentant à l'échelon départemental.

Au niveau local, les écoles primaires et les établissements publics locaux et nationaux d'enseignement (collèges, lycées, écoles régionales du premier degré et établissements régionaux d'enseignement adapté) sont les principaux lieux de contact entre l'Éducation nationale et les familles. Ils sont dirigés par des chefs d'établissement et des directeurs d'école. Les chefs des établissements publics locaux et nationaux d'enseignement peuvent recruter et rémunérer des personnels (en particulier, les assistants d'éducation, formateurs en groupement d'établissements publics locaux d'enseignement (GRETA) et en centres de formation d'apprentis (CFA), etc.).

Les établissements publics suivants sont placés sous la tutelle directe du MEN :

- Le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) ;
- France Éducation International ;
- Le centre national d'enseignement à distance (Cned) ;
- L'office national d'information sur les enseignements et les professions (Onisep) ;
- Le Réseau Canopé ;
- Les établissements publics locaux d'enseignement ;
- Le centre international de Valbonne.

**Le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche :**

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement relative au développement de l'enseignement supérieur.

Il propose et, en liaison avec les autres ministères intéressés, met en œuvre la politique du Gouvernement dans le domaine de la recherche et de la technologie. Il est associé par le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique à la définition et au suivi de la politique en matière d'espace.

Il prépare les décisions du Gouvernement relatives à l'attribution des ressources et des moyens alloués par l'Etat dans le cadre de la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur ». A cet effet, les autres ministères lui présentent leurs propositions de crédits de recherche.

Il contribue à la définition et à la mise en œuvre du programme des investissements d'avenir.

Il est compétent pour la définition et la mise en œuvre de la politique de vie étudiante.

Il est compétent, en lien avec les autres ministères intéressés, pour la définition et le suivi de la politique en matière d'innovation.

Il prépare les décisions du Gouvernement relatives à la constitution d'universités de recherche à rayonnement international.

Il participe à la promotion des sciences et des technologies, à la diffusion de la culture scientifique, technologique et industrielle ainsi qu'à la politique de transition écologique et énergétique.

Il participe, conjointement avec les autres ministères intéressés, à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en faveur du développement et de la diffusion des usages du numérique dans la société et l'économie.

L'administration centrale du ministère est composée de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) et de la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI).

La DGESIP élabore et met en œuvre la politique relative à l'ensemble des formations supérieures, initiales et tout au long de la vie, relevant du ministère.

La DGRI pilote l'élaboration de la stratégie nationale de recherche, la décline par grands domaines scientifiques et dans ses dimensions transversales, s'assure de sa mise en œuvre et veille à son évaluation.



Au niveau régional, les délégués régionaux académiques à la recherche et à l'innovation (DRARI) sont chargés d'assister les recteurs de région académique et les recteurs délégués dans les domaines de la recherche, de la technologie, de l'innovation et de la culture scientifique, technique et industrielle. Ils exercent aussi le rôle de conseiller en matière de recherche et d'innovation auprès des préfets de région.

Au ministère sont rattachés plus de 200 organismes publics de plusieurs types :

- des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (universités et instituts nationaux polytechniques, instituts et écoles extérieurs aux universités, grands établissements, écoles françaises à l'étranger, écoles normales supérieures, communautés d'universités et d'établissements, établissements expérimentaux, communautés d'universités et d'établissements expérimentales),
- des établissements publics exerçant des missions d'enseignement supérieur (écoles nationales supérieures d'ingénieurs, écoles nationales d'ingénieurs, instituts d'études politiques),
- le centre national et les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires,
- des établissements publics à caractère scientifique et technologique,
- des établissements publics industriels et commerciaux,
- l'agence nationale de la recherche,
- l'académie des technologies,
- d'autres établissements publics administratifs.

En outre le périmètre du ministère comprend une autorité publique indépendante : le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Le périmètre du marché est défini par l'article 3 et l'annexe n°1 de l'accord ministériel du 8 avril 2024 précité.

## **2.2. PRESENTATION DU MINISTERE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE (MSJVA)**

Le ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative prépare et met en œuvre la politique du Gouvernement relative à la promotion, à l'organisation et l'accès à la pratique des activités physiques et sportives.

A ce titre, il élabore et met en œuvre, en liaison avec les ministères intéressés, la politique du Gouvernement en faveur du développement de la pratique sportive, du sport de haut niveau et de la haute performance sportive. Il coordonne les actions menées dans ce domaine lorsqu'elles relèvent de plusieurs départements ministériels.

Il est notamment chargé de la définition et de la mise en œuvre des politiques relatives à la préparation des candidatures et à l'organisation des grands événements sportifs.

Il élabore et met en œuvre la politique en faveur de la jeunesse et du développement de la vie associative. A ce titre, il veille notamment au développement de l'engagement civique et, pour le compte de l'Etat, à l'efficacité de l'action conduite par l'agence du service civique.

Au niveau régional et départemental, les politiques nationales du sport sont mises en œuvre par les délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES), placées sous l'autorité hiérarchique du recteur de région académique, et par les services départementaux à la jeunesse à l'engagement et aux sports (SDJES), placés sous l'autorité hiérarchique du directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN).

Le ministère dispose aussi d'un réseau d'établissements publics. Le ministère s'appuie sur les établissements publics nationaux, qui sont des opérateurs de l'État, listés ci-après et 17 établissements publics locaux :

- l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP), chargé notamment de la préparation des sportifs de haut niveau, d'actions de formation initiale et continue des acteurs du sport et du développement de programmes de recherche,
- les écoles nationales des sports : l'École nationale de voile et de sports nautiques (ENVSN) et l'École nationale des sports de montagne (ENSM),
- le Musée national du sport, érigé en établissement public administratif en 2006,
- les 17 centres de ressources, d'expertise et de performance sportive (CREPS), établissements publics locaux de formation et de préparation dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire.

En outre le périmètre du ministère comprend une autorité publique indépendante : l'Agence française de lutte contre le dopage.

### **3. PRESENTATION DU NOUVEAU DISPOSITIF DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE EN PREVOYANCE A CARACTERE COLLECTIF ET A ADHESION FACULTATIVE**

Le titulaire propose un contrat à caractère collectif à adhésion facultative pour les agents en activité, portant sur les garanties du socle interministériel et du dispositif additionnel (ci-après : option).

Au titre du socle interministériel, sont couvertes les situations suivantes :

- Congé de Longue Maladie (CLM),
- Congé de Grave Maladie (CGM),
- Rente complémentaire à la pension de retraite pour invalidité (tant qu'est maintenu le dispositif de mise à la retraite pour invalidité et de placement en disponibilité pour raison de santé en raison d'une invalidité d'origine non professionnelle),
- Pension d'invalidité des titulaires (dès sa mise en place),
- Pension d'invalidité des contractuels,
- Capital décès.

Si l'agent a adhéré aux garanties du socle interministériel, il peut adhérer à l'option qui couvre les situations suivantes :

- Congé de Maladie Ordinaire (CMO),
- Congé de Longue Durée (CLD).

### **4. BENEFICIAIRES**

Les bénéficiaires du Dispositif sont mentionnés à l'article 2 du Décret n°2024-678 du 4 juillet 2024.

Le socle interministériel ainsi que l'option en prévoyance s'appliquent aux agents dits « bénéficiaires actifs » qui sont employés et rémunérés par les ministères ou les autres entités publiques :

- Fonctionnaires civils de l'Etat,
- Agents contractuels de droit public,
- Agents contractuels de droit privé, non couverts par un contrat collectif à adhésion obligatoire prévue à l'article L. 911-1 du code de la Sécurité sociale,

### **5. PRISE D'EFFET ET CESSATION DES GARANTIES**

#### **5.1. PRISE D'EFFET**

Les garanties prennent automatiquement effet à la même date que le contrat, soit le **20 avril 2026 ou à compter de l'ordre de service émis par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)**, pour les bénéficiaires actifs, ou à la date d'embauche ou d'entrée, si celle-ci est postérieure à la date

d'entrée en vigueur du contrat collectif et que l'agent a fait le choix de bénéficier du dispositif de prévoyance facultatif.

## **5.2. FORMALITES D'ADHESION**

La couverture de l'agent prend effet à compter du premier jour du mois suivant sa demande d'adhésion au dispositif.

Lors de la complétude de son bulletin d'adhésion, il indique le cas échéant s'il souhaite adhérer à l'option. L'option peut être souscrite uniquement si l'agent adhère préalablement au socle interministériel.

L'agent a la possibilité de changer de formule dans la limite d'un changement par an, et devra à ce titre s'acquitter de la cotisation correspondante.

### **Cas des agents déjà en arrêt de travail :**

Lorsque l'agent est en arrêt de travail à la date d'effet de son adhésion, des conditions particulières, conformes aux dispositions de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques, peuvent s'appliquer.

Ainsi l'agent en arrêt de travail est soumis à un questionnaire médical. Sur la base de ce questionnaire médical, le titulaire peut exclure les suites d'une ou de maladies antérieures dès lors que ces maladies sont clairement mentionnées dans le bulletin d'adhésion au contrat collectif de l'agent concerné et qu'il apporte la preuve que la maladie était antérieure à l'adhésion de l'intéressé au contrat collectif, dans le respect de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1989 précitée.

## **5.3. CESSATION DES GARANTIES**

Le socle interministériel et l'option prennent fin automatiquement à la date où les bénéficiaires actifs cessent d'être employés (ou en cas de suspension du contrat de travail) et ne remplissent plus les conditions prévues à l'article 4 du présent CCTP.

## **5.4. RESILIATION A L'INITIATIVE DES BENEFICIAIRES**

Les agents bénéficiaires du socle de garanties interministérielles et le cas échéant de l'option peuvent résilier leur adhésion annuellement, en respectant un délai de prévenance de deux mois avant l'échéance du contrat (conformément à la réglementation en vigueur). Dans le cas où la réglementation modifie la durée du délai de prévenance, le délai précité s'y conforme de droit.

La résiliation est effective le dernier jour du mois considéré.

La résiliation du socle de garanties interministérielles entraîne automatiquement la résiliation de l'option.

## 6. NIVEAU DES PRESTATIONS

Le contenu des garanties et le niveau des prestations sont décrits à l'annexe 3 du CCTP.

### 6.1. SOCLE INTERMINISTERIEL

Les garanties du socle interministériel en prévoyance sont celles définies à l'article 18 de l'accord du 20 octobre 2023 relatif à l'amélioration des garanties en prévoyance (incapacité de travail, invalidité d'origine non-professionnelle, décès) dans la fonction publique de l'Etat et déclinées dans le décret n°2024-678 du 4 juillet 2024 (ci-après : le décret).

L'adhésion aux garanties du socle interministériel est **facultative** pour tout agent actif.

Ces garanties interministérielles, définies ci-après, représentent le montant global de prise en charge incluant la garantie « employeur », le cas échéant l'indemnisation de la Sécurité sociale, et les garanties complémentaires.

Ces garanties ne peuvent être servies qu'en complément d'un maintien de rémunération de l'employeur ou d'une indemnisation versée par un régime de sécurité sociale.

#### **Incapacité de travail (article 4 du décret) :**

L'indemnisation du congé de longue maladie (CLM) et du congé de grave maladie (CGM), à l'exclusion de la période du délai de carence, par combinaison des garanties « employeur » et de la couverture complémentaire, est de :

- 100% de l'assiette de rémunération la première année,
- 80% de cette assiette de rémunération la deuxième année,
- 80% de cette assiette de rémunération la troisième année.

L'assiette servant au calcul de la rémunération est constituée du traitement ainsi que des primes et indemnités maintenues en congé de longue maladie pour les fonctionnaires et en congé de grave maladie pour les agents contractuels.

#### **Dispositif transitoire d'invalidité des fonctionnaires (article 5 du décret) :**

La couverture complémentaire fournit une prise en charge pour les agents déclarés invalides durant la période de transition comprise entre la conclusion du contrat collectif et l'entrée en vigueur du nouveau régime de garantie employeur.

En application de l'article 5 du Décret, le contrat collectif prévoit le versement d'une prestation :

- au fonctionnaire radié des cadres par anticipation et mis à la retraite en raison d'une invalidité d'origine non professionnelle

- ainsi qu'au fonctionnaire placé en disponibilité pour motif de santé en raison d'une invalidité d'origine non professionnelle.

Cette prestation complémentaire, servie jusqu'à 62 ans, est fixée, hors majoration pour tierce personne, à 80 % de la rémunération constituée du traitement ainsi que des primes et indemnités maintenues en congé de longue maladie, sous déduction de l'ensemble des autres prestations perçues par le fonctionnaire radié des cadres par anticipation et mis à la retraite en raison d'une invalidité ou placé en disponibilité pour raison de santé.

### **Dispositif cible d'Invalidité des fonctionnaires (article 18.2 de l'accord interministériel du 20 octobre 2023) :**

La compensation de l'invalidité d'origine non-professionnelle sera portée, par combinaison des garanties « employeur » et de la couverture complémentaire, à hauteur de :

- 50 % de l'assiette de rémunération définie ci-dessous pour une invalidité de première catégorie ;
- 80 % de cette assiette de rémunération pour une invalidité de deuxième catégorie ;
- 80 % de cette assiette de rémunération pour une invalidité de troisième catégorie, hors majoration de 40 % pour tierce personne.

L'assiette de rémunération prise en compte pour le calcul du niveau d'indemnisation comprendra le dernier traitement indiciaire brut ainsi que les primes et indemnités perçues par l'agent dans les mêmes conditions que celles définies au décret n°2010-997 du 26 août 2010 et à l'article 25 du décret n°86-442 du 14 mars 1986 et les autres éléments de rémunération à caractère permanent.

Ce niveau de prise en charge concernera les fonctionnaires. La compensation s'applique aux agents qui seront entrés dans le nouveau régime de reconnaissance de l'invalidité prévu à l'article 5 de l'accord interministériel du 20 octobre 2023 à la date de prise d'effet du contrat collectif ou qui y entreront après, jusqu'à l'âge d'ouverture des droits diminué de deux années.

### **Invalidité des agents contractuels (article 6 du décret) :**

Le contrat mentionné à l'article 1<sup>er</sup> prévoit le versement d'une prestation complémentaire à l'agent contractuel déclaré invalide à la suite d'une invalidité d'origine non professionnelle lui permettant de percevoir :

- 50 % de sa rémunération pour une invalidité de première catégorie définie au 1<sup>o</sup> de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale ;
- 80 % de sa rémunération pour une invalidité de deuxième catégorie définie au 2<sup>o</sup> du même article ;
- 80 % de sa rémunération pour une invalidité de troisième catégorie définie au 3<sup>o</sup> du même article, hors majoration de 40 % pour tierce personne.

L'assiette servant au calcul de la rémunération est constituée du traitement ainsi que des primes et indemnités maintenues aux agents contractuels en congé de grave maladie.

La prestation est servie jusqu'à l'admission à la retraite de l'agent contractuel, après déduction des sommes versées par l'organisme de sécurité sociale.

#### **Décès (article 7 du décret) :**

Le contrat prévoit le versement d'un capital décès aux ayants droit de l'agent décédé ou aux bénéficiaires qu'il a désignés.

Le montant de ce capital décès est égal :

- Pour les fonctionnaires, au montant du capital décès défini aux articles 12 et 14 du décret n°2024-555 du 17 juin 2024 relatif aux garanties en matière de risque décès des agents publics de l'Etat, et des militaires,
- Pour les agents contractuels, au montant du capital décès défini au premier alinéa de l'article 18 du même décret.

#### **6.2. DISPOSITIF ADDITIONNEL (OPTION – ARTICLE 8 DU DECRET)**

Afin d'améliorer le niveau des prestations, l'agent a la possibilité de souscrire à des garanties optionnelles, s'il a déjà souscrit au socle interministériel.

L'option prévoit :

- En complément des garanties statutaires et complémentaires, le maintien de 80 % de la rémunération globale des personnels titulaires et contractuels, pendant la durée du congé de maladie ordinaire rémunéré à mi-traitement,
- Le maintien de 80 % de la rémunération globale, en congé de longue durée, les quatrième et cinquième années.

#### **7. ACTIONS DE PREVENTION ET D'ACCOMPAGNEMENT**

Les **actions de prévention et d'accompagnement** ne relèvent pas du présent marché mais du dispositif relatif à la PSC en santé.

#### **8. IMPLANTATIONS SUR LE TERRITOIRE**

Le titulaire doit disposer d'une implantation physique dans chaque département, permettant d'assurer un accueil physique des bénéficiaires, y compris dans les territoires d'Outre-mer.

#### **9. COTISATIONS**

## 9.1. SOCLE INTERMINISTERIEL

Le montant de la cotisation relative aux garanties du socle interministériel est fixé par l'organisme de protection sociale complémentaire avec lequel le contrat collectif est conclu, conformément aux dispositions réglementaires.

Les cotisations sont directement acquittées par l'agent auprès de l'organisme complémentaire sélectionné par l'employeur. A cet effet, **aucun prélèvement ne sera effectué sur la paie de l'agent.**

Les ministères et autres entités publiques participent au financement de la cotisation à hauteur de **7 euros par mois et par agent**, à compter de la date de prise d'effet du contrat de prévoyance.

**Les ministères transmettent quotidiennement au titulaire, pour tous les SI nationaux des ministères, un flux comportant la liste de tous les agents afin que ce dernier puisse communiquer aux ministères en retour la liste des agents bénéficiant du socle interministériel.**

**Ce flux est retourné quotidiennement, du titulaire aux ministères, afin que la participation des 7 euros puisse être opérée en paie.**

**Tout autre usage de l'ensemble des données des agents transmises par les ministères est strictement interdit, y compris à des fins de diffusion du dispositif de prévoyance ou de toute autre prospection commerciale.**

Le titulaire applique deux grilles de cotisations dans l'annexe financière à l'acte d'engagement : une première tenant compte du dispositif transitoire d'invalidité pour les titulaires et une seconde comportant la pension d'invalidité des titulaires, dont l'entrée en vigueur est envisagée au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2027 et sera fixée par décret.

## 9.2. DISPOSITIF ADDITIONNEL (OPTION)

Le montant de la cotisation à l'option est fixé par le titulaire du marché, conformément aux dispositions réglementaires.

Cette cotisation est distincte de celle due au titre des garanties du socle interministériel.

La cotisation à l'option est à la **charge exclusive de l'agent qui y souscrit**. La cotisation est directement acquittée par l'agent auprès de l'organisme complémentaire sélectionné par l'employeur.

**A cet effet, aucun prélèvement ne sera effectué sur la paie de l'agent.**

## 9.3. EVOLUTION TARIFAIRE



Les ministères apprécient les demandes d'évolutions tarifaires présentées par l'organisme de protection sociale complémentaire. Les montants des cotisations sont déterminés après échanges entre les ministères et l'organisme.

Les agents sont informés par l'organisme de la modification de leur cotisation ainsi que de sa date de prise d'effet.

Les cotisations ne peuvent augmenter de plus de 15 % par an (hors évolutions législative ou réglementaire).

#### **9.4. FRAIS ET CHARGEMENTS DE GESTION**

Le titulaire applique les frais et chargements de gestion inclus dans les taux de cotisation conformément à l'annexe financière.

L'assiette des frais et chargements de gestion correspond aux cotisations hors taxes (HT).

### **10. PARTICIPATION AUX BENEFICES**

Un mécanisme de participation aux bénéfices est mis en place. Le socle interministériel ainsi que les garanties optionnelles sont concernés par ce mécanisme.

Le taux d'attribution attaché à cette participation aux bénéfices ne peut pas être inférieur à 85% du résultat technique.

Cette participation aux bénéfices alimente une réserve de participation, gérée chez l'assureur.

Chaque année, cette réserve est :

- alimentée d'une quote-part de résultats techniques s'ils sont positifs (au minimum à hauteur de 85 %),
- prélevée, dans la limite de son montant, des résultats techniques s'ils sont négatifs.

**En cas de résiliation du contrat d'assurance ou au terme normal de celui-ci, cette réserve est intégralement transférée au nouvel assureur, sans pénalité, dans un délai qui ne peut excéder 9 (neuf) mois après la résiliation ou l'échéance prévue des conventions d'assurance.**

### **11. MAINTIEN DES GARANTIES**

#### **11.1. AU TITRE DE L'INCAPACITE ET DE L'INVALIDITE**

Conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques, dite « loi Evin », la résiliation ou le non-renouvellement des contrats individuels d'assurances prévoyance et du présent marché au titre duquel les dits contrats ont été conclus, est sans effet sur le versement des prestations immédiates ou différées, acquises ou nées durant son exécution.

Le versement des prestations de toute nature se poursuit à un niveau au moins égal à celui de la dernière prestation due ou payée avant la résiliation ou le non-renouvellement.

## **11.2. EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL**

Sont notamment concernées les périodes de suspension du contrat de travail liées à une maladie, une maternité ou un accident ainsi que les périodes d'activité partielle et d'activité partielle de longue durée dès lors qu'elles sont indemnisées.

L'adhésion des agents est maintenue en cas de suspension de leur contrat de travail pour la période au titre de laquelle ils bénéficient :

- Soit d'un maintien, total ou partiel de rémunération,
- Soit d'indemnisation versée par un régime de Sécurité sociale,
- Soit d'un maintien de rémunération versé par l'employeur.

Pendant la période de suspension du contrat de travail non indemnisée, le bénéfice des garanties prévoyance est suspendu. Toutefois, l'agent peut bénéficier du maintien de la garantie décès sous réserve de s'acquitter intégralement de la cotisation afférente sans bénéficier d'une participation patronale.

## **12. REVALORISATION ANNUELLE DES PRESTATIONS**

Le titulaire s'engage à revaloriser annuellement au 1<sup>er</sup> janvier, l'ensemble des prestations prévoyance en cours de service.

En cas de résiliation du marché ou à l'échéance prévue du contrat d'assurance au titre duquel ledit contrat a été conclu, le service des prestations est maintenu au niveau atteint à la date d'effet de la résiliation jusqu'à la survenance d'un événement contractuellement prévu mettant fin à la garantie (reprise d'activité, retraite, décès...). Cette règle résulte de l'article 7 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques.

## **13. DIFFERENTES PHASES DU MARCHE**

### **13.1. INITIALISATION – LANCEMENT DU MARCHE**

Dès la notification du marché, le titulaire doit désigner des interlocuteurs dédiés pour toutes les questions relatives au Dispositif, dans les conditions décrites à l'article 14.1.2 du CCAP.

Une réunion de lancement est organisée par les ministères avec le titulaire.

### **13.2. DEPLOIEMENT DU NOUVEAU REGIME**

Une phase de recette doit être mise en place, pour évaluer l'adéquation du Dispositif au cahier des charges : tests, développements éventuels, résolution des anomalies et mise en production.

### **13.3. VIE DU CONTRAT**

En cas de changement d'interlocuteur, le titulaire doit informer les ministères et procéder à son remplacement par une personne d'un niveau équivalent.

Le titulaire prend en compte les évolutions des garanties et prestations déterminées par les instances de pilotage du régime.

### **13.4. TRANSFERT DES DONNEES, REVERSIBILITE EN FIN DE CONTRAT**

En fin de contrat, le titulaire s'engage à remettre aux ministères l'intégralité des données relatives au régime pour les ministères et les autres entités publiques, dans les conditions décrites à l'article 23 du CCAP, notamment les effectifs par ministère et par statut, les taux de souscription au socle interministériel et à l'option, les données de prestations, les montants de cotisation.

## **14. MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE DU REGIME**

Afin d'assurer les prestations attendues, l'Organisme met en œuvre l'intégration entre les SI de l'ensemble des entités publiques concernées (ministères, autres entités publiques) et son système d'information.

S'agissant d'un contrat collectif à adhésion facultative, l'Organisme assure la conduite des actions suivantes :

- **Adhésion / radiation** aux garanties prévoyance (incluant le contrôle du maintien de la portabilité),
- **Collecte des cotisations directement** auprès des agents,
- **Communication quotidienne aux ministères et aux entités publiques de la liste des agents bénéficiant du socle interministériel (en alimentant le fichier de la population des ministères transmis quotidiennement),**
- **Païement des prestations** auprès des agents ou de leurs ayants droit.

L'Organisme entretient des relations étroites et régulières avec les ministères et les autres entités publiques. Il communique, dans les délais précisés aux articles 15.2 et 15.3, des *reporting* et comptes rendus de gestion permettant de mettre en évidence l'équilibre des comptes.

#### 14.1. GESTION DES ADHESIONS

Le titulaire met en œuvre l'organisation, les moyens et les processus proposés dans son offre pour faciliter la gestion des adhésions, des modifications et des radiations, à la mise en place et à l'exécution des contrats.

Cette description doit également identifier les impacts organisationnels attendus de la part de l'employeur, en s'attachant à **minimiser ces impacts**, en automatisant le maximum de tâches possible.

Par ailleurs le titulaire met en place un accompagnement en ligne et présentiel afin :

- D'assurer l'information des agents sur les offres mises en place,
- De proposer un simulateur permettant au bénéficiaire d'estimer sa cotisation en fonction de sa situation,
- De proposer les parcours d'adhésion en ligne permettant de :
  - o Recueillir les bulletins d'adhésion,
  - o Proposer le choix entre les différentes formules de garanties,
  - o Déposer les justificatifs nécessaires à la mise en gestion (mandat SEPA, RIB).

Avant sa mise en service, les espaces et fonctionnalités web sont proposés aux ministères pour validation.

#### 14.2. GESTION DES COTISATIONS

Le titulaire collecte **directement auprès des agents** les cotisations relatives au dispositif de prévoyance.

Le titulaire met en œuvre les dispositions décrites dans son offre concernant :

- Les modalités possibles de prélèvement des cotisations,
- Les contrôles de cohérence proposés,
- Les procédures mises en place en cas de non-paiement des cotisations,
- **Le format et les modalités d'envoi de la liste des agents ayant souscrit au socle interministériel**, pour permettre aux ministères et autres entités publiques d'assurer le paiement de la contribution employeur.

Par ailleurs, le titulaire met en place les actions d'informations et de formation proposées à l'attention des services RH sur le volet des cotisations, afin de leur permettre de préciser aux agents les assiettes et taux de cotisations des dispositifs (socle interministériel et option).

### 14.3. GESTION DES PRESTATIONS

Le titulaire applique les modalités de mise en œuvre des prestations :

- Conditions d'ouverture des droits à la prestation,
- Délai moyen de règlement du capital décès,
- Délai moyen de règlement des prestations arrêt de travail,
- Cadencement des prestations arrêt de travail.

### 14.4. SERVICES AUX ASSURES

#### 14.4.1 OBLIGATIONS GENERALES

Pour faciliter la gestion des adhésions, leur accès à l'information et au suivi des prestations, le titulaire met à disposition des assurés les moyens suivants :

- **Espace web agents** : permettant par exemple de consulter la notice d'information, de désigner ses bénéficiaires en cas de décès, etc.
- **Plateforme téléphonique** accessible depuis un numéro vert : une charge significative est attendue quelques semaines avant l'entrée en vigueur du dispositif, un renforcement de la plateforme est donc nécessaire.
- **Organisation de permanences physiques** : indiquer les modalités et le nombre de permanences physiques organisées.

#### 14.4.2 OBLIGATIONS DE L'ORGANISME EN MATIERE D'INFORMATIQUE

L'Organisme met en place un dispositif informatique solide et interconnecté avec une **grande multiplicité de systèmes d'information**, pour sécuriser et automatiser les flux aller et retour nécessaires à la correcte identification des affiliés en vue, notamment, de la prise en charge du remboursement des 7 euros par l'employeur, et contenant les informations relatives au dispositif PSC.

L'Organisme met à disposition **un espace agent**, afin de gérer la relation avec les adhérents (pré-affiliation, gestion ...) collecter les pièces justificatives, assurer des fonctions de *reporting* et garantir l'interopérabilité entre son système d'information et ceux des ministères et autres entités publiques.

Afin d'assurer les prestations attendues, l'Organisme met en œuvre **l'intégration entre les SI de l'ensemble des entités publiques concernées** (ministères, autres entités publiques) et son système d'information.

L'Organisme prend en compte les différents processus de paye applicables au sein des ministères et décrits dans l'annexe 5 au présent CCTP :

- La paye sans ordonnancement préalable (PSOP) pour tous les agents rémunérés par les services de l'Etat (titre 2 du budget de l'Etat). Le processus PSOP est très largement déployé. Néanmoins, deux exceptions subsistent ;
- La Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie qui ont des systèmes de paye spécifiques ;
- Certains établissements d'enseignement supérieur, qui assurent la préparation de la paye pour le compte des services de l'Etat à partir de leurs systèmes d'information RH.
- La paye à façon (PAF) pour les agents des organismes ayant conclu une convention avec la direction générale des finances publiques (DGFIP). Les données de la paye sont intégrées par les établissements dans leurs SIRH.
- La gestion directe pour les agents dont les organismes ont internalisé le processus de paye.

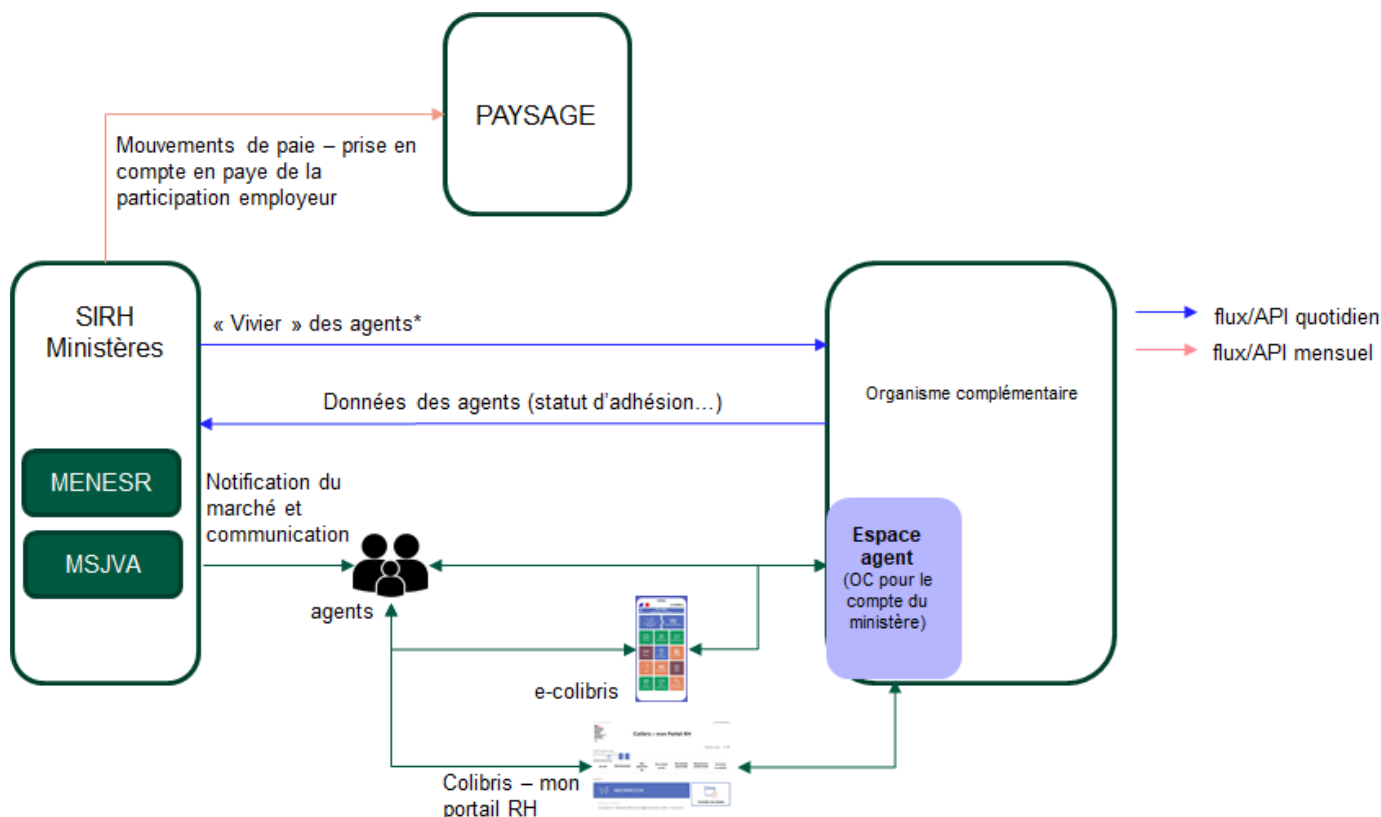
Pour l'essentiel du périmètre qui relève de la PSOP et de la paye à façon (hormis certains établissements publics scientifiques et techniques demeurent rattachés au budget de l'Etat et qui, à ce titre, relèvent de la PSOP), certains **principes structurants d'urbanisation SI** guident la mise en œuvre opérationnelle du nouveau système de la PSC et l'intégration entre les SI concernés :

- la solution s'appuie sur la chaîne habituelle SIRH > PAYSAGE afin d'assurer la communication à la DGFIP des éléments permettant le versement des 7 euros ;
- des flux aller et retour seront nécessaires entre les ministères et l'Organisme pour permettre la correcte identification des affiliés en vue, notamment, de la prise en charge du remboursement des 7 euros par l'employeur ;
- l'Organisme met un espace en ligne à disposition des agents des ministères et des autres entités publiques pour assurer la gestion de la relation « adhérent » (adhésion, données personnelles, choix de l'option, suivi de paiement...) et les reporting (de gestion et sur le service SI) à destination des ministères.

Concernant le ministère chargé de l'éducation nationale, certains principes d'intégration SI et d'urbanisation sont à prendre en compte (cf. schéma ci-dessous) en raison notamment de son **écosystème applicatif interne**. Plusieurs systèmes d'information de ressources humaines sont utilisés dans les services académiques (EPP, AGAPE, RENOIRH) pour gérer la **volumétrie de ses agents (environ 1,2 million d'agents actifs)**.

Se référer à l'annexe 6 du présent CCTP, qui décrit les **modalités d'intégration SI et les exigences techniques associées** :

- Les flux entre les systèmes d'information du ministère chargé de l'éducation nationale et de l'Organisme ne doivent pas être utilisés en unitaire mais via des appels automatisés et en masse ;
- L'espace doit être accessible via les outils utilisateurs (agents et gestionnaires) des ministères de façon transparente (continuité d'authentification) ;
- Le vivier des agents référencés et payés dans les SIRH des ministères (RenoirH, EPP et AGAPE) est envoyé vers l'organisme complémentaire.



#### Pour le périmètre hors paie sans ordonnancement préalable (HPSOP) :

- Les établissements publics locaux et nationaux relevant du MENESR et les établissements des sports relevant du MSJVA ainsi que les autres entités publiques assureront les travaux d'intégration en lien avec les ministères et l'Organisme.
- **200 000 agents relèvent des établissements publics de l'enseignement supérieur.** Ces derniers utilisent une grande pluralité d'outils informatiques, proposés par différents éditeurs (cf. annexe 6). Ces établissements assureront, en lien avec leurs éditeurs, les travaux d'intégration avec l'organisme.

### 14.5. PLAN DE COMMUNICATION

Le titulaire met en œuvre le plan de communication envisagé pour informer les agents des dispositifs de prévoyance proposés dans le mémoire technique.

Ces actions peuvent prendre la forme de séminaires en ligne, de vidéos, d'animation de stand dans les locaux de l'Employeur...

Le titulaire met en œuvre deux temps de communication tels que prévus dans son offre :

- Pour préparer la mise en place du dispositif,
- Puis en régime permanent.

Ce plan de communication est établi dès la notification du marché en concertation avec les ministères et les autres entités publiques.

Les ministères préciseront avec le titulaire les modalités d'information des bénéficiaires.

Le titulaire met à disposition un **livret d'accueil** pour les bénéficiaires précisant :

- Les garanties dont ils bénéficient,
- Les modalités d'affiliation des bénéficiaires,
- Les coordonnées (courriels, téléphone) des interlocuteurs à contacter pour la mise en œuvre, la gestion et le suivi des garanties,
- Les modalités de gestion du site extranet dédié,
- Les modalités de prise en charge et de remboursement dans le cadre des garanties prévoyance.

L'ensemble des documents de communication proposés dans le plan de communication est **à la charge du titulaire**.

La charte graphique utilisée doit respecter la charte communiquée par les ministères. Cette charte peut cependant être modifiée pour respecter également la charge graphique du titulaire. L'objectif est de disposer d'une identité visuelle marquée pour ce nouveau dispositif.

Ainsi, le titulaire propose la charte graphique du dispositif à la validation des ministères avant toute communication.

- **Toute communication auprès des agents doit être préalablement validée par les ministères.**

## **15. PILOTAGE DU REGIME**

### **15.1. ACTEURS**

#### **Equipe dédiée au sein des ministères**

La direction générale des ressources humaines (DGRH) du ministère de l'éducation nationale, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, et du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative est chargée de piloter la réforme par les actions suivantes :

- Mettre en œuvre les orientations générales de la politique des ressources humaines définies par le ministère chargé de la fonction publique,
- Coordonner l'ensemble de la politique de formation des ministères, contribuant ainsi à la cohérence des parcours professionnels des personnels,
- Contribuer à la conduite du dialogue social, assurer une fonction d'analyse sur les relations sociales,
- Définir les orientations de l'action sociale ministérielle et conduire l'action des ministères en matière de qualité de vie au travail, de conditions de travail, de sécurité et de santé au travail,
- Gérer les questions relatives à la déontologie des agents des ministères.



Elle est plus particulièrement chargée de la mise en œuvre de la réforme de la protection sociale complémentaire pour le compte des trois périmètres ministériels et des établissements publics qui leur sont rattachés.

La particularité des ministères réside dans leur importante déconcentration. Compte tenu de la multiplicité des services, des établissements publics rattachés aux ministères et des autres entités publiques, la liste des différents interlocuteurs au sein de ses structures est communiquée au titulaire après la notification du marché, pour faciliter la mise en œuvre.

### **Equipe dédiée au sein de l'Organisme**

Le titulaire désigne divers interlocuteurs dédiés pour toutes les questions et demandes relatives au suivi et à l'évolution du régime et au paiement des prestations.

Il doit donc être mis à disposition :

- Une direction de projet : pilotage et coordination de la relation avec l'employeur et des équipes administrative et commerciale,
- Une équipe projet de mise en place du dispositif,
- Des interlocuteurs dédiés au déploiement commercial,
- Des interlocuteurs dédiés pour la gestion de la couverture des risques prévoyance pour l'ensemble des bénéficiaires des contrats.

Conformément à la description faite dans son offre, le titulaire prévoit une équipe, en premier lieu, pour la phase de mise en place du dispositif, puis pour la phase normale d'exécution des contrats, et enfin pour la phase de réversibilité, transferts de données et transferts financiers accompagnant la fin des contrats.

Dès l'initialisation du marché, le titulaire doit remettre un document confirmant cette organisation avec les contacts des personnes occupant les fonctions désignées.

En cas de modification d'un interlocuteur dédié ou du binôme attitré, et/ou de ses coordonnées ou de ses disponibilités, le titulaire s'engage à en informer l'employeur dans les 10 jours (calendaires) suivant ce changement et à désigner un remplaçant d'un niveau (formation et expérience professionnelle) au moins égal à celui de l'intervenant remplacé ou défaillant.

## **15.2. SUIVI DE LA QUALITE DE LA GESTION**

Le titulaire réalise chaque année une **enquête de satisfaction** auprès des bénéficiaires, notamment sur les thématiques suivantes :

- Gestion des adhésions,
- Gestions des prestations,
- Echanges avec le centre de gestion.

Le questionnaire de satisfaction sera transmis à la DGRH, pour validation avant envoi aux bénéficiaires.

### 15.3. SUIVI DU REGIME ET COMITOLOGIE

Pour le suivi du régime prévoyance le titulaire s'engage à participer, au minimum, à 3 (trois) réunions annuelles et à leurs réunions préparatoires et à y présenter les éléments suivants :

- Avant le 30 juin de l'exercice en cours :
  - o Le **compte de résultat définitif** arrêté au 31 décembre de l'exercice précédent comportant la ventilation par **exercice de survenance**, par **dispositif** (socle interministériel ou option) et par **garantie** (capital décès, CMO, CLM, pension d'invalidité, ...),
  - o Une **analyse détaillée** des **prestations versées** et des **différentes provisions constituées** au regard du compte de résultat définitif,
  - o Le compte de participation aux bénéfices arrêté au 31 décembre de l'exercice précédent,
  - o Le suivi des indicateurs de gestion et des engagements de qualité.
- Avant le 30 septembre de l'exercice en cours :
  - o Une information précise et détaillée des **volontés d'aménagement des garanties** et/ou des **revalorisations des cotisations** souhaitées par l'organisme assureur pour la prochaine échéance annuelle, basée sur l'analyse technique des résultats du régime,
  - o Le **compte de résultat prévisionnel** de l'exercice en cours,
  - o Une **analyse détaillée** des **prestations versées** et des **différentes provisions constituées** au regard du compte de résultat prévisionnel,
  - o Le suivi des indicateurs de gestion et des engagements de qualité.
- Tout au long de l'année :
  - o Toute **étude ou analyse technique et actuarielle** permettant le pilotage et la maîtrise du risque, demandée par les ministères.

Par ailleurs, le titulaire décrit les moyens mis à la disposition des ministères pour auditer et contrôler les cotisations, les prestations et les provisions mentionnées dans le compte de résultat.

En sus de la participation à ces réunions, le titulaire peut être amené à participer aux réunions que les ministères et les autres entités publiques estimeraient nécessaires pour assurer le pilotage du contrat.

Conformément au modèle proposé dans son offre, le titulaire procède au **reporting (compte de résultat ET analyse statistique)** pour le dispositif.

En outre en application de l'article 15 du décret du 4 juillet 2024 relatif à la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique de l'Etat, un **bilan annuel** est présenté par le titulaire à la commission paritaire de pilotage et de suivi (CPPS) prévue à l'article 28 du décret du 22 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'Etat

## 16. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME EN MATIERE DE SUIVI

L'Organisme s'engage à fournir aux ministères les **tableaux de bord de suivi et pilotage technique** (ex. supervision des flux, nombre de connexions...) **et fonctionnel en adéquation avec la granularité des services de gestion du ministère** (ex. indicateurs au national et par académie / département...).

L'organisme s'engage à communiquer **mensuellement** (au plus tard le 20 du mois suivant) aux employeurs les trois extractions suivantes (la liste des données possible sera à préciser dans la réponse à l'appel d'offre sur la base des listes demandées ci-dessous, tout cela restant à confirmer en phase de conception du projet) :

### Extraction des adhérents :

- Matricule anonymisé,
- Entité de rattachement,
- Statut (titulaire / contractuel),
- Année de naissance,
- Sexe,
- Dispositif souscrit (socle interministériel et option le cas échéant),
- Date de début de période,
- Date de fin de période,
- Rémunération annuelle (dont TIB, NBI et primes)

### Extraction des cotisations :

- Matricule anonymisé,
- Entité de rattachement,
- Statut (titulaire / contractuel),
- Dispositif souscrit (socle interministériel et option le cas échéant),
- Année de référence,
- Mois de référence (vision mois par mois),
- Assiette de la rémunération prise en compte pour le calcul de la cotisation,
- Cotisation au titre du socle interministériel,
- Cotisation au titre de l'option le cas échéant.

### Extraction des prestations :

- Matricule anonymisé principal (agent),

- Matricule anonymisé bénéficiaire (agent ou ayant-droit si capital décès),
- Entité de rattachement,
- Statut (titulaire / contractuel),
- Dispositif souscrit (socle interministériel et option le cas échéant),
- Type de sinistre (Capital décès, CMO, Invalidité, ...),
- Rémunération utilisée pour le calcul de la prestation,
- Date de décès,
- Date de survenance,
- Date de mise en invalidité,
- Date comptable,
- Date de début de période,
- Date de fin de période,
- Montant de la prestation (avec la distinction socle interministériel et garanties optionnelles).

L'Organisme prendra en charge le financement des audits de gestion et financiers en cas de difficultés de gestion, de consolidation des données ou de collecte des cotisations.

Dans le cas où un groupement d'opérateurs est retenu, un apériteur est désigné et les opérateurs s'engagent à transmettre les données à la direction générale des ressources humaines (DGRH), aux dates et selon le format harmonisé prévus par le protocole technique et financier.

## **17. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations se déroulent dans tous les lieux où les ministères, leurs services déconcentrés et les autres entités publiques sont établis, à savoir la France métropolitaine, les départements et régions d'Outre-Mer, les collectivités d'Outre-Mer (à l'exception de Saint-Pierre et Miquelon, de la Nouvelle Calédonie pour les agents affectés ou mis à disposition au-delà de 6 mois de présence sur le territoire, et de Wallis et Futuna), et à l'étranger.